

Croissance économique

En 2014, le produit intérieur brut (PIB) de la Normandie s'élève à 90,3 milliards d'euros, soit 4,3 % du PIB de la France métropolitaine. Ce poids économique est comparable à celui de la Bretagne. La Normandie occupe des rangs médians pour le PIB par emploi et le PIB par habitant (respectivement 5^e et 7^e).

Une croissance de l'économie normande moins rapide depuis 1990

Depuis le début de la décennie 1990, la progression annuelle moyenne du PIB en volume est moins forte en Normandie qu'au niveau métropolitain (+ 1,0 % contre + 1,5 %). Seules la Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est et le Centre-Val de Loire, autres régions industrielles, ont connu une croissance économique inférieure. La région Hauts-de-France se situe au niveau de la Normandie.

Au cours de cette période, la croissance de l'économie normande a été heurtée par la

crise de 2000-2001, due à l'éclatement de la « bulle internet », puis surtout par celle de 2008-2009, dite crise des « subprimes ».

La croissance de l'économie normande a décroché par rapport à celle de la métropole à partir de 1995 (*illustration 1*). De ce fait, la part de la région dans le PIB métropolitain s'effrite à partir de 1996. En effet, elle se situait à 4,9 % de 1990 à 1995 (*illustration 2*).

La Normandie, première région industrielle

Du point de vue de la création de richesse, la Normandie est en 2014 la région la plus industrielle de France. L'industrie y contribue à 20,3 % de la valeur ajoutée contre 13,9 % en métropole et 16,2 % en province. En 1990, la Normandie ne se situait qu'au 5^e rang derrière les autres régions du nord et de l'est de la France. Depuis 1990, la valeur ajoutée industrielle normande a continué de progresser durant la crise, tandis qu'elle a

reculé en province (respectivement + 0,7 % par an en moyenne contre - 0,4 %). La contribution de l'industrie à la valeur ajoutée a ainsi mieux résisté en Normandie qu'au niveau national (*illustration 3*).

Le poids économique des activités tertiaires est moins important en Normandie qu'en métropole (respectivement 71 % et 79 % en 2014). Moins présentes à l'origine, les activités tertiaires marchandes se sont développées moins rapidement en Normandie depuis 1990. Certaines d'entre elles, telles le commerce inter-entreprises et les services aux entreprises, fortement liées à l'industrie, ont même connu dans la région un repli de leur valeur ajoutée. En 2013, la Normandie se positionne en dernière position pour la part de la valeur ajoutée dans le tertiaire marchand. Valorisant sa vocation portuaire et sa localisation entre Paris et la mer, la Normandie se positionne toutefois à la 3^e place pour la contribution du transport et de l'entrepôt.

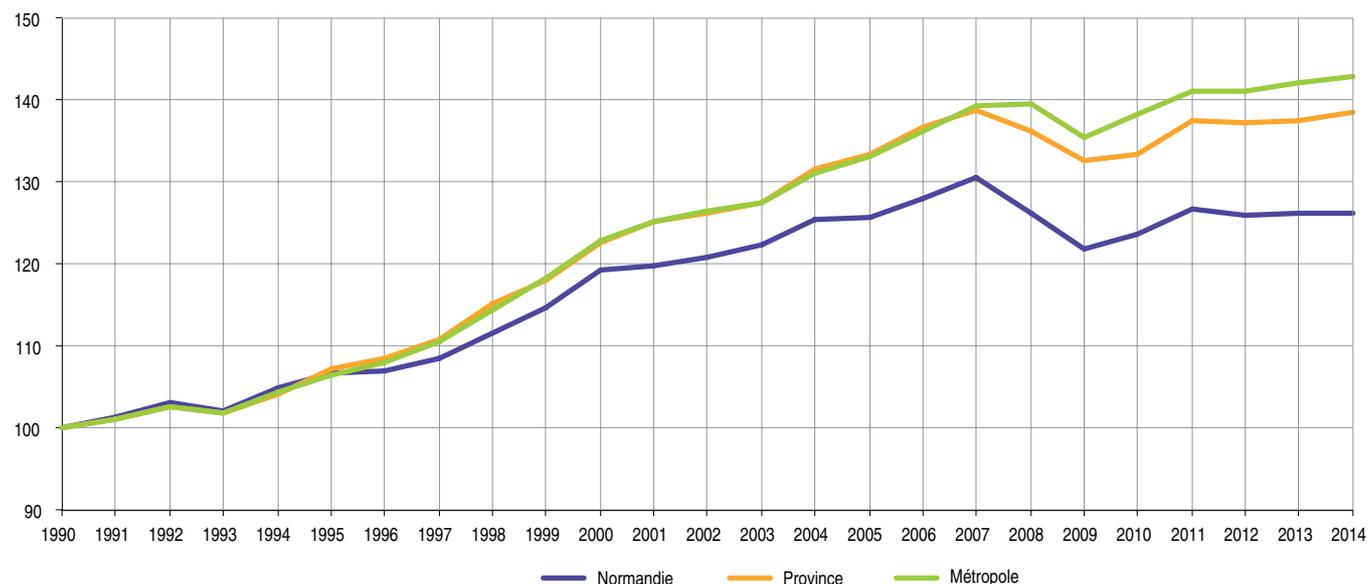
Chiffres clés

	Produit intérieur brut (PIB) en 2014 (en valeur)		Répartition de la valeur ajoutée brute en 2014 par branche d'activité (en %)					Évolution annuelle moyenne 1990-2014 du PIB en volume (en %)
	Ensemble (M€)	Par emploi (€)	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	
Normandie	90 350	70 610	2,3	20,3	6,7	44,7	26,0	+ 1,0
Auvergne-Rhône-Alpes	244 050	73 815	1,1	18,4	6,8	51,2	22,5	+ 1,5
Bourgogne-Franche-Comté	73 070	67 632	4,0	18,1	6,1	45,0	26,8	+ 0,7
Bretagne	89 470	67 858	3,3	15,3	6,8	48,7	25,9	+ 1,8
Centre-Val de Loire	68 920	69 395	2,4	19,2	6,7	47,3	24,4	+ 0,8
Corse	8 600	69 966	1,3	7,1	10,0	48,4	33,2	+ 2,3
Grand-Est	150 340	71 025	3,3	19,2	6,1	45,6	25,8	+ 0,8
Hauts-de-France	153 860	70 575	2,0	16,7	6,0	46,4	28,9	+ 1,0
Île-de-France	649 570	105 534	0,1	8,7	4,2	70,7	16,3	+ 1,8
Nouvelle-Aquitaine	159 790	68 300	4,1	13,8	6,6	48,5	27,0	+ 1,5
Occitanie	153 650	69 086	2,2	12,4	6,4	51,7	27,3	+ 1,9
Pays de la Loire	106 700	69 761	2,8	17,8	7,1	49,6	22,7	+ 2,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	151 050	74 122	1,3	10,8	6,3	55,3	26,3	+ 1,6
France métropolitaine	2 099 420	78 678	1,7	13,9	5,8	55,8	22,8	+ 1,5
Rang de la région Normandie	9	5	7	1	5	13	7	10

Source : Insee, comptes régionaux 2014, base 2010

1 Un décrochage de l'économie régionale après 1995

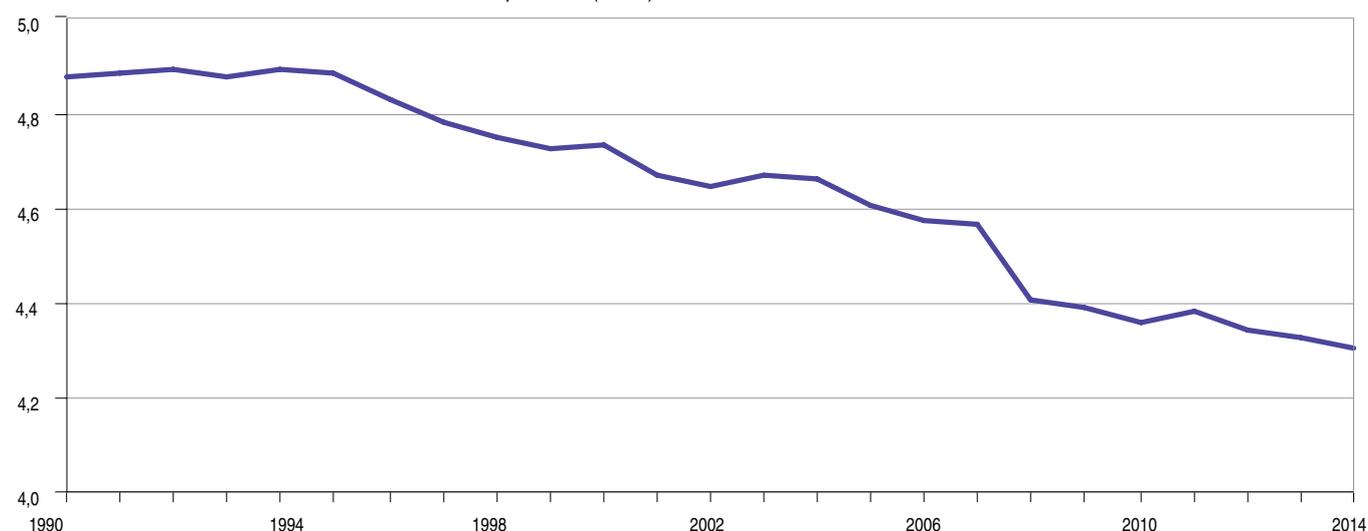
Évolution du PIB en volume – Indice base 100 en 1990



Source : Insee, Comptes régionaux, base 2010

2 La contribution de la région dans l'économie nationale se réduit

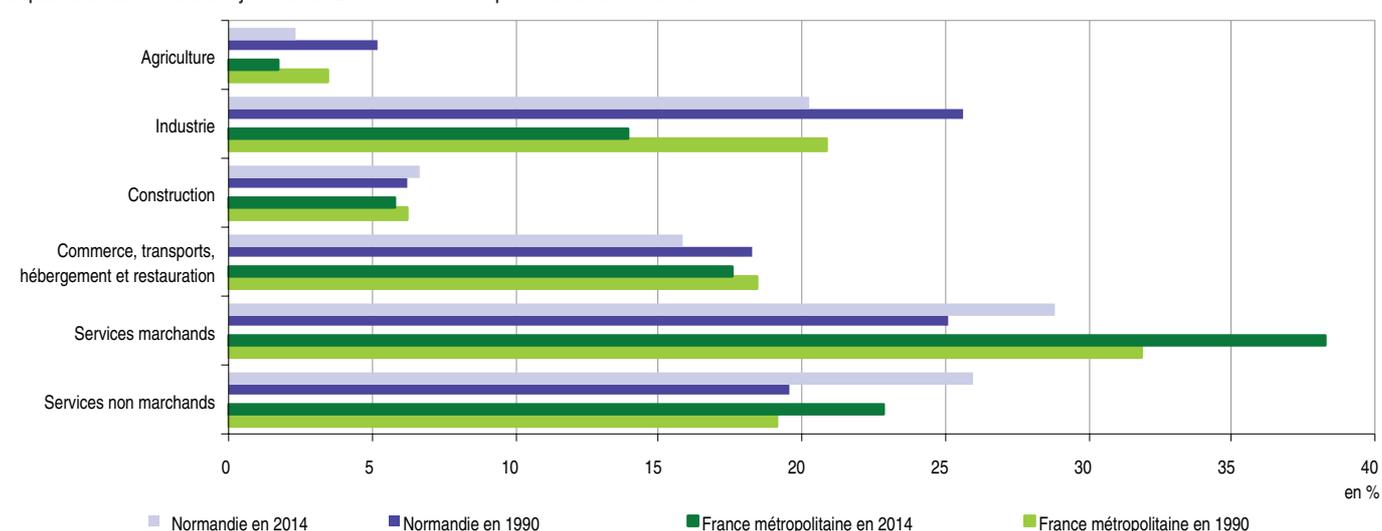
Part de la Normandie dans le PIB de la France métropolitaine (en %)



Source : Insee, Comptes régionaux, base 2010

3 La Normandie reste une région industrielle

Répartition de la valeur ajoutée en 2014 et en 1990 par branche d'activité



Source : Insee, Comptes régionaux, base 2010

Catégories d'entreprises

Près de trois salariés normands sur dix travaillent dans une grande entreprise

En Normandie, 28 % des salariés travaillent pour une grande entreprise (*définitions*), 25 % dans une Entreprise de Taille Intermédiaire (ETI), 29 % dans une Petite ou Moyenne Entreprise (PME) et 18 % dans une microentreprise. La structure de la population salariée normande par catégorie d'entreprises est proche de celle de la France métropolitaine : les grandes entreprises et les ETI en concentrent plus de la moitié. Les microentreprises sont toutefois légèrement moins présentes. La Normandie occupe le 10^e rang des régions pour la part de salariés dans les microentreprises. La Seine-Maritime se distingue par un poids plus faible des microentreprises qui ne représentent que 14 % des salariés contre 20 % dans les autres départements.

Le poids des grandes entreprises est plus important en Seine-Maritime et dans la Manche, en particulier dans la zone d'emploi de Cherbourg-Octeville, où elles emploient 45 % des salariés (*illustration 1*). Cette

surreprésentation résulte de l'implantation de grandes entreprises comme AREVA, DCNS ou EDF. Le poids des ETI dans l'emploi salarié dépasse largement la moyenne régionale dans les zones d'emploi de Vire (33 %), de L'Aigle (33 %) et de la Vallée de la Bresle-Vimeu (35 %) (*illustration 2*). Le poids des PME atteint 36 % à Saint-Lô avec une présence importante dans la construction. Celui des microentreprises est davantage marqué dans les zones de Honfleur et de Coutances (*illustration 3*). Pour Honfleur, zone touristique, elles sont surtout présentes dans l'hébergement et la restauration. À Coutances, elles sont nombreuses dans le commerce et la réparation automobile.

Les salariés normands davantage dépendants d'un centre décisionnel extérieur à la région

En Normandie, 46 % des salariés normands travaillent pour une entreprise dont le siège est localisé dans la région. À l'échelle de la France métropolitaine, 57 % des salariés sont dans ce cas. La Normandie figure ainsi

parmi les trois régions les plus dépendantes de centres de décision extérieurs. Cette dépendance envers l'extérieur est plus marquée en Seine-Maritime et dans l'Eure que dans les trois départements de l'ouest. Dans la Manche, 53 % des salariés travaillent pour une entreprise dont le siège est en région contre 42 % en Seine-Maritime.

En lien avec la proximité géographique, un quart des salariés normands travaillent pour une entreprise dont le siège est francilien. C'est le deuxième taux le plus élevé des régions de province après la région Centre-Val de Loire. Enfin, 17 % des salariés normands travaillent pour une entreprise dont le siège est localisé à l'étranger. Cette proportion est comparable à la moyenne des régions de France métropolitaine. Travailler pour une entreprise étrangère est une situation plus fréquente dans l'Eure, moins dans la Manche. Elle y concerne respectivement 22 % et 10 % des salariés.

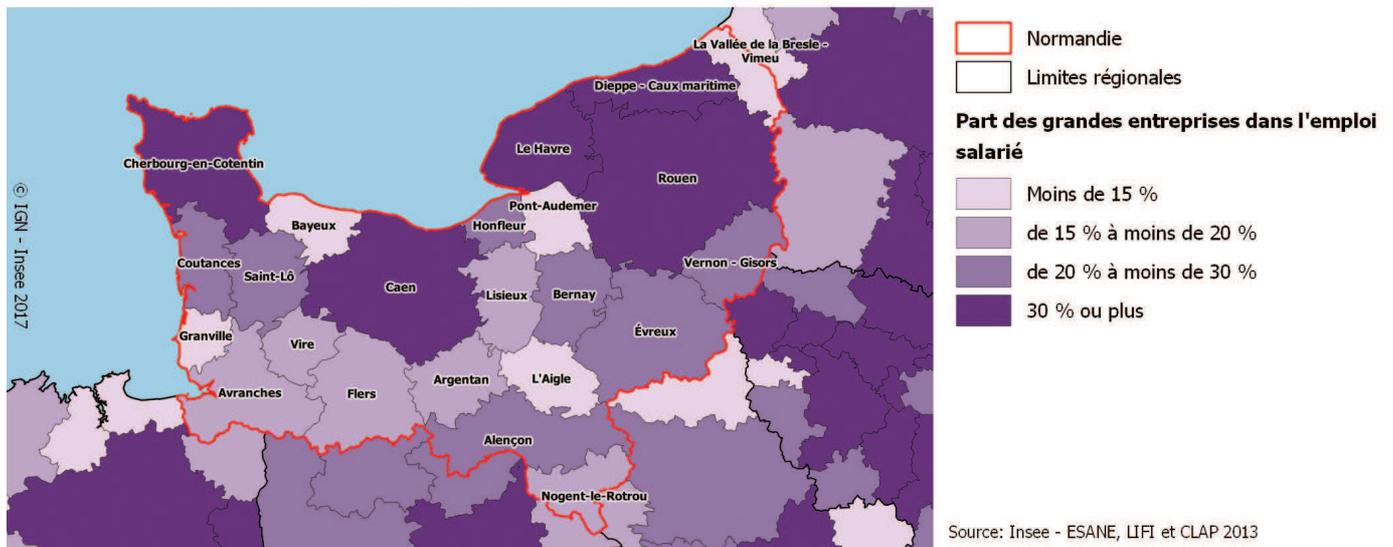
Chiffres clés

	Part des salariés par catégorie d'entreprises (en %)				Part des salariés des établissements contrôlés par un siège situé ... (en %)		
	Grandes entreprises	Entreprises de taille intermédiaire	Petites et moyennes entreprises (hors microentreprises)	Microentreprises	En région	En Île-de-France	À l'étranger
Calvados	27,4	23,9	29,3	19,4	49,2	22,5	14,2
Eure	24,2	25,3	30,9	19,6	45,5	21,6	22,3
Manche	29,6	20,8	29,8	19,8	53,0	25,5	10,3
Orne	17,9	27,9	34,3	19,9	47,6	20,8	14,8
Seine-Maritime	31,9	26,8	26,8	14,5	42,4	27,9	18,6
Normandie	28,4	25,2	28,9	17,5	46,2	24,9	16,8
Auvergne-Rhône-Alpes	27,0	23,9	29,9	19,2	54,5	21,9	17,3
Bourgogne-Franche-Comté	26,3	24,7	30,1	18,9	47,0	22,7	16,9
Bretagne	25,2	25,6	29,8	19,4	56,6	22,6	10,9
Centre-Val de Loire	29,1	24,6	28,7	17,6	42,5	26,3	17,5
Corse	14,2	6,5	40,2	39,1	81,0	15,0	1,4
Grand-Est	27,0	25,5	29,5	18,0	48,2	22,0	22,0
Hauts-de-France	30,6	26,4	27,2	15,8	45,8	23,5	21,4
Île-de-France	38,2	23,9	22,9	15,0	72,9	so	19,7
Nouvelle-Aquitaine	26,1	22,0	30,4	21,5	53,1	23,0	12,7
Occitanie	28,0	20,3	28,6	23,1	52,5	21,9	15,2
Pays de la Loire	25,3	27,6	30,8	16,3	50,8	21,1	15,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	28,1	19,8	27,5	24,6	54,0	22,7	14,4
France métropolitaine	29,1	23,8	28,2	18,9	56,6	22,7*	17,4
Rang de la région Normandie	4	5	8	10	11	2*	7

* parmi les régions de province.
Source : Insee, Esane, Lifi et Clap 2013.

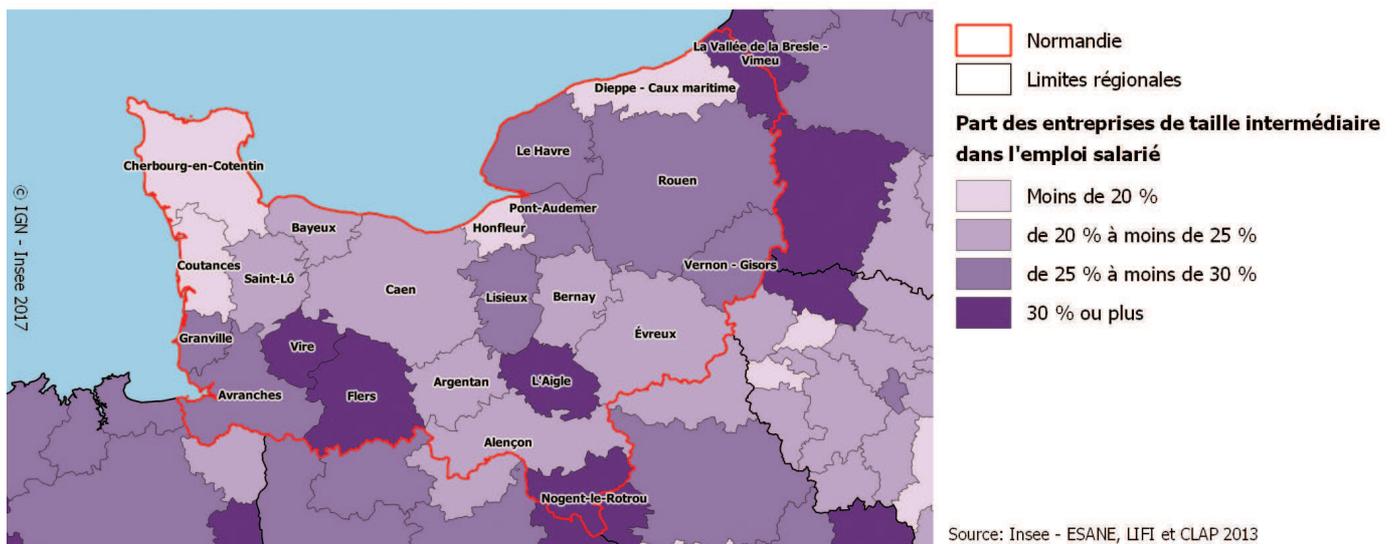
1 Les grandes entreprises plus implantées en Seine-Maritime et dans les zones d'emploi de Caen et de Cherbourg-Octeville

Part des grandes entreprises dans l'emploi salarié par zone d'emploi en 2013



2 Dans les zones d'emploi de l'Orne et de la Vallée de la Bresle, les entreprises de taille intermédiaire structurent davantage le système productif

Part des entreprises de taille intermédiaire dans l'emploi salarié par zone d'emploi en 2013



3 Les microentreprises, davantage implantées dans les territoires à vocation plus touristique

Part des microentreprises dans l'emploi salarié par zone d'emploi en 2013



Emploi et évolution de l'emploi

Avec 1 289 500 emplois en 2013, la Normandie se classe au 10^e rang des régions métropolitaines, alors qu'elle est la 9^e région la plus peuplée. Les emplois normands sont surtout concentrés autour des villes de Rouen, Caen et Le Havre, ainsi que le long du littoral et de l'axe Seine (*illustration 1*).

En Normandie, l'industrie et la construction sont plus présentes au sein du tissu productif qu'à l'échelle nationale. Elles emploient respectivement 16,5 % et 7,5 % des actifs en 2013. Ces proportions positionnent la région aux 3^e et 4^e rangs des 13 régions métropolitaines.

Des pertes d'emplois dans le secteur industriel, très présent en Normandie

En Normandie, la création d'emplois entre 1999 et 2013 a été moins dynamique qu'en France métropolitaine. L'emploi total a augmenté de 7,1 %, ce qui place la région au 10^e rang des 13 régions, devant le Grand Est, la Bourgogne-Franche-Comté et le Centre-Val de Loire.

L'évolution moins favorable de l'emploi dans la région s'explique en partie par sa structure sectorielle, l'industrie ayant perdu

près d'un cinquième de ses emplois entre 1999 et 2013, autant qu'en moyenne en France métropolitaine. Ce secteur est touché par la désindustrialisation, qui a débuté dans les années 70. L'emploi agricole a également fortement diminué, de façon plus prononcée dans la région : entre 1999 et 2013, 23,2 % des emplois ont été supprimés en Normandie contre 21,5 % en France métropolitaine.

Les emplois dans la construction et le tertiaire normands ont augmenté, mais de manière moins dynamique qu'au niveau métropolitain. Porté par le tertiaire, l'emploi a connu un plus fort dynamisme dans les zones d'emploi de Caen, Honfleur, Pont-Audemer et Granville au cours de cette période (*illustration 2*).

Un recul de l'emploi aggravé par la crise économique de 2008-2009

En Normandie, la production industrielle a connu un fort repli dès la fin 2008, notamment dans la filière automobile, très présente dans la région (Renault à Sandouville et Cléon, Peugeot-Citroën à Caen, Faurecia à Flers). La crise a accentué le repli de l'emploi industriel. Les zones d'emploi de

Honfleur, Lisieux et Flers ont perdu chacune plus de 15 % de leurs emplois industriels (*illustration 3*). Le département de la Manche a été moins touché par ce repli. Il possède un tissu industriel plus diversifié qui limite les conséquences sur l'emploi en cas de chocs sectoriels : les secteurs de l'énergie, de la construction navale, de l'agroalimentaire y sont notamment présents. Le secteur de la construction a également été fortement touché par la crise.

L'emploi tertiaire a été moins dynamique dans la région pendant la crise. En 2008-2009, il décroche en Normandie alors qu'il est stable en province. Après la crise, la reprise de l'emploi dans ce secteur est beaucoup plus timide dans la région : l'emploi y retrouve son niveau d'avant crise en 2014, contre 2009 pour la province. L'Orne est le département où le tertiaire a été le moins dynamique. Le vieillissement et la baisse de la population (-1,2 % entre 2008 et 2013) rendent ce département moins attractif pour le secteur tertiaire. Finalement, l'emploi ne s'est maintenu entre 2008 et 2013 que dans les zones d'emploi de Pont-Audemer, Granville et Avranches (*illustration 4*).

Chiffres clés

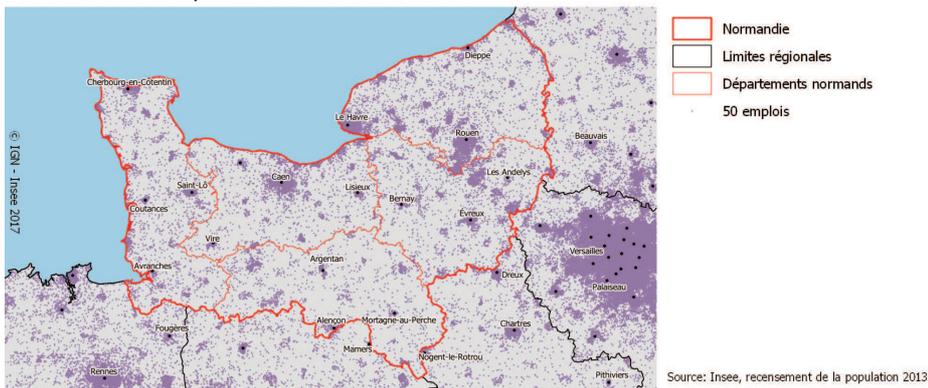
Évolution de l'emploi total par grand secteur d'activité 1999-2013 (en %)

	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	Tous secteurs	Évolution de l'emploi total 2008-2013 (en %)
Calvados	-23,9	-22,5	+38,9	+22,0	+12,1	-0,8
Eure	-23,9	-22,3	+27,0	+17,8	+5,7	-1,3
Manche	-25,2	-3,2	+28,1	+15,2	+8,5	-0,5
Orne	-21,1	-24,2	+22,1	+8,2	-1,6	-4,6
Seine-Maritime	-21,0	-21,0	+23,8	+14,6	+6,6	-1,6
Normandie	-23,2	-19,5	+27,8	+16,2	+7,1	-1,5
Auvergne-Rhône-Alpes	-22,5	-19,6	+36,5	+25,7	+14,5	+2,0
Bourgogne-Franche-Comté	-16,1	-24,8	+18,9	+15,5	+4,3	-2,6
Bretagne	-24,0	-7,0	+27,8	+26,0	+16,6	+1,3
Centre-Val de Loire	-24,0	-23,2	+19,4	+15,6	+5,2	-1,7
Corse	-12,5	+26,6	+95,7	+47,9	+47,3	+8,3
Grand Est	-11,5	-24,6	+14,6	+14,1	+4,2	-2,4
Hauts-de-France	-23,4	-28,0	+24,3	+18,6	+7,3	-1,2
Île-de-France	-39,5	-26,7	+23,1	+18,3	+12,8	+1,4
Nouvelle-Aquitaine	-20,1	-13,2	+34,5	+25,3	+16,1	+1,3
Occitanie	-21,7	-3,6	+43,8	+32,6	+24,9	+3,4
Pays de la Loire	-22,6	-11,4	+36,3	+30,3	+18,1	+2,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-25,7	-7,2	+41,7	+23,6	+19,8	+1,1
France métropolitaine	-21,5	-19,4	+29,7	+21,7	+13,1	+0,7
Rang de la région Normandie	8	7	8	10	10	10

Source : Insee, Recensements de la population 1999, 2008 et 2013 exploitations complémentaires.

1 Des emplois concentrés dans les grands pôles urbains, sur le littoral et l'axe-Seine

Localisation de l'emploi au lieu de travail en 2013



2 L'emploi plus dynamique dans les zones d'emploi de Pont-Audemer, Honfleur, Caen et Granville

Évolution de l'emploi entre 1999 et 2013 par zone d'emploi



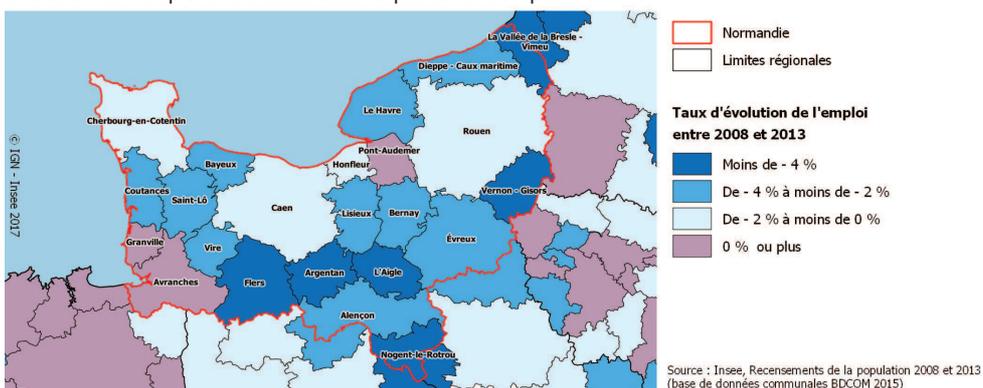
3 L'emploi industriel durement touché par la crise, notamment les zones d'emploi d'Honfleur, Lisieux et Fliers

Évolution de l'emploi dans l'industrie entre 2008 et 2013 par zone d'emploi



4 L'emploi ne résiste à la crise économique de 2008-2009 que dans les zones d'emploi de Pont-Audemer, Granville et Avranches

Évolution de l'emploi entre 2008 et 2013 par zone d'emploi



Industrie

La Normandie, première région française pour la part de l'industrie dans la valeur ajoutée

En 2014, en Normandie, l'industrie apporte 20 % de la valeur ajoutée totale régionale. Cette contribution place la Normandie en tête des régions de France métropolitaine. En métropole, l'industrie fournit 14 % de la valeur ajoutée.

L'industrie emploie 19 % des salariés normands, soit 200 000 salariés. La région occupe la 3^e place pour la part des salariés industriels, après la Bourgogne-Franche-Comté et les Pays de la Loire. L'industrie agroalimentaire, la fabrication de matériels de transport et la métallurgie sont les secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois. Ils concentrent 40 % des salariés de l'industrie normande.

Les grands établissements industriels concentrés le long de la vallée de la Seine

Les grands établissements industriels sont principalement concentrés le long de la vallée

de la Seine (*illustration 1*). Les deux plus grands établissements de la région (AREVA La Hague et Renault Cléon) emploient chacun près de 4 000 salariés. Les 50 plus grands établissements représentent un quart de l'effectif salarié de l'industrie.

En 2014, sept zones d'emplois comptent plus d'un quart de leurs salariés dans l'industrie (*illustration 2*). Elles sont souvent spécialisées dans une activité. Ainsi, la zone de la Vallée de la Bresle -Vimeu est fortement spécialisée dans le verre, celle de Nogent-le-Rotrou dans les équipements et pièces de véhicules industriels, celle de L'Aigle dans la fabrication de produits métalliques et celle de Dieppe-Caux-Maritime dans la production électrique. D'autres zones où l'industrie est moins prégnante présentent aussi une forte spécialisation sectorielle : Cherbourg-Octeville dans la construction navale et le recyclage de combustibles nucléaires ou Le Havre dans l'industrie chimique.

L'industrie normande est plus dépendante de centres de décisions extérieurs qu'à l'échelle métropolitaine : seuls 30 % des salariés industriels normands dépendent d'un centre de décision situé en région contre 45 % en

métropole. Cette part atteint la moitié dans les zones d'emploi d'Avranches, de Bayeux, de Coutances et de Granville (*illustration 3*). Elle est plus faible en Seine-Maritime (25 %) que dans la Manche (39 %).

36 % d'emplois en moins dans l'industrie manufacturière depuis 1990

De 1990 à 2015, 100 000 emplois salariés ont été perdus dans l'industrie manufacturière en Normandie, soit 36 % (*illustration 4*). Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce recul, tels la concurrence internationale (en particulier des pays à bas coût de main d'œuvre), les gains de productivité ou l'externalisation des services. Les secteurs les plus touchés sont la fabrication d'équipements électriques et électroniques ainsi que la fabrication de matériels de transport. Ils ont perdu la moitié de leurs effectifs depuis 1990. Seul le secteur de l'agroalimentaire, moins sensible à la conjoncture et plutôt lié aux spécificités agricoles régionales (transformation du lait), a maintenu ses effectifs.

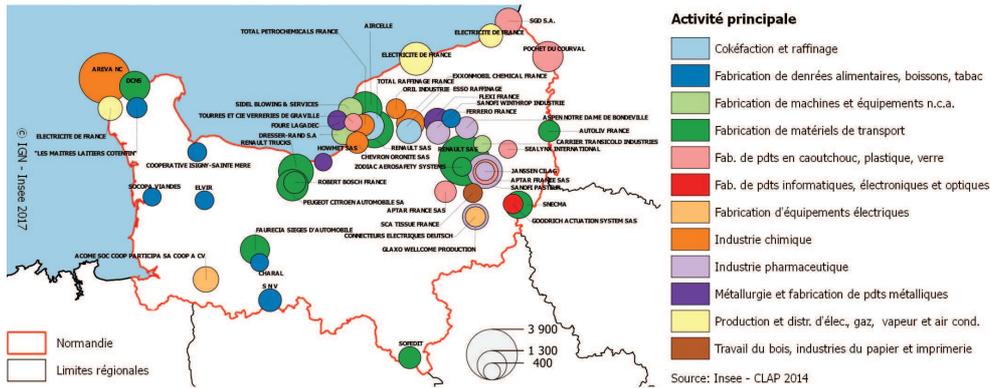
Chiffres clés

	Valeur ajoutée de la branche Industrie 2014			Salariés de l'industrie			Nombre d'établissements employeurs
	Montant (millions d'€)	Part de la région (en %)	Part dans la valeur ajoutée totale régionale (en %)	Nombre	Part de la région (en %)	Part dans l'emploi salarié régional (en %)	
Calvados	nd	nd	nd	33 380	1,1	14,5	1 623
Eure	nd	nd	nd	38 204	1,2	24,1	1 395
Manche	nd	nd	nd	31 191	1,0	21,0	1 285
Orne	nd	nd	nd	19 244	0,6	22,3	849
Seine-Maritime	nd	nd	nd	78 172	2,5	17,9	2 591
Normandie	16 395	6,3	20,3	200 191	6,4	18,9	7 743
Auvergne-Rhône-Alpes	40 129	15,4	18,4	487 168	15,5	17,9	23 796
Bourgogne-Franche-Comté	11 870	4,5	18,1	177 972	5,6	20,1	8 255
Bretagne	12 285	4,7	15,3	167 606	5,3	16,1	7 840
Centre-Val de Loire	11 860	4,5	19,2	151 568	4,8	18,8	6 631
Corse	547	0,2	7,1	6 515	0,2	6,4	927
Grand-Est	25 873	9,9	19,2	329 107	10,4	18,8	14 102
Hauts-de-France	23 072	8,8	16,7	302 350	9,6	16,3	11 541
Île-de-France	50 857	19,5	8,7	455 282	14,5	8,4	19 483
Nouvelle-Aquitaine	19 732	7,5	13,8	265 237	8,4	14,3	15 471
Occitanie	17 124	6,6	12,4	213 755	6,8	12,1	13 855
Pays de la Loire	17 035	6,5	17,8	242 305	7,7	19,3	9 387
Provence-Alpes-Côte d'Azur	14 616	5,6	10,8	151 366	4,8	9,3	11 183
France métropolitaine	261 395	100,0	13,9	3 150 422	100,0	14,2	150 214
Rang de la région Normandie	8	8	1	8	8	3	11

Source : Insee, comptes régionaux 2014, Connaissance locale de l'appareil productif 2014.

1 La Vallée de la Seine concentre de nombreux grands établissements industriels

Localisation des 50 principaux établissements industriels* au 31 décembre 2014



* Hors personnels du Ministère de la Défense

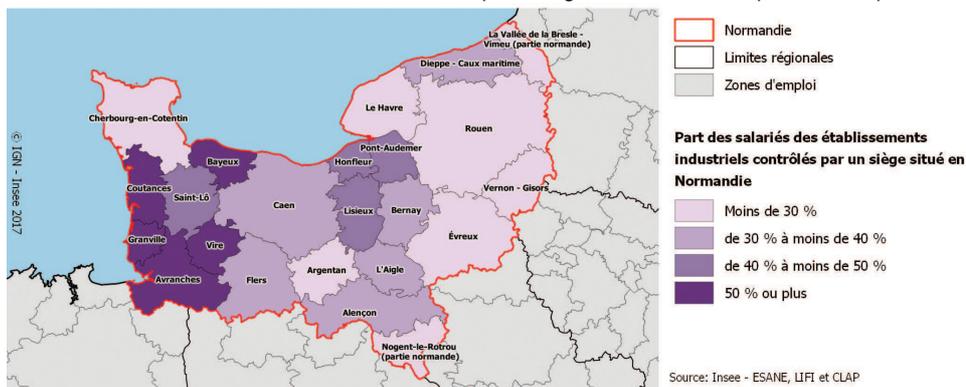
2 Des territoires plus industriels au nord-est et au sud-ouest de la région

Part de l'emploi salarié industriel dans l'emploi salarié total par zone d'emploi en 2014



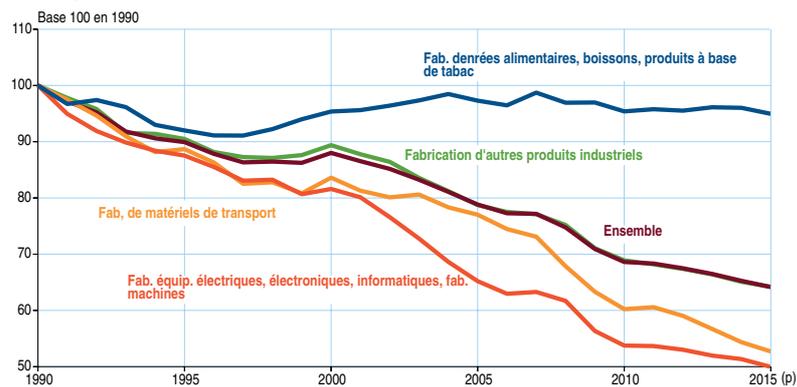
3 De Bayeux à Avranches, une plus grande autonomie décisionnelle des établissements industriels

Part des salariés des établissements industriels contrôlés par un siège situé en Normandie par zone d'emploi en 2013



4 Les industries agroalimentaires, un secteur industriel qui résiste

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière en Normandie



Transports - Logistique - Tourisme

67 000 emplois salariés dans le secteur des transports et de la logistique

En Normandie, le secteur des transports et de la logistique emploie 67 000 salariés en 2014, soit 6,3 % de l'emploi salarié régional. Ce secteur produit 4,9 % de la valeur ajoutée totale régionale, soit un peu plus qu'au niveau métropolitain (4,6 %). Cette contribution place la Normandie au 3^e rang des régions de France métropolitaine.

Les zones d'emploi de Rouen et du Havre concentrent respectivement 20 000 et 17 000 salariés des transports et de la logistique. La part du secteur dans l'emploi salarié dépasse 10 % dans la zone d'emploi du Havre, en lien avec la présence du grand port maritime. C'est aussi le cas dans la zone de Vire, du fait de l'implantation de quatre établissements de plus de 200 salariés de ce secteur (*illustration 1*).

Le Havre : premier port de France métropolitaine pour le trafic de conteneurs

Le port du Havre est le premier port français en matière de trafic de conteneurs

(*illustration 2*). En 2015, 2,6 millions de conteneurs (en équivalent 20 pieds) ont transité par le Havre, soit deux fois plus que pour le port de Marseille. Tous trafics de marchandises confondus (y compris conteneurs), le port de Marseille représente 25 % du trafic maritime national, le port du Havre 20 % et celui de Rouen 7 %. Le trafic portuaire de marchandises est en hausse dans les ports normands entre 2014 et 2015. Cette hausse est due au pétrole brut pour le port du Havre et au trafic de céréales pour celui de Rouen, deux trafics phares pour ces deux ports.

Le Calvados, département le plus touristique de Normandie

Dotée d'une capacité d'accueil de 993 000 lits touristiques en 2016, la région présente une densité de 33 lits par km², dans la moyenne des régions métropolitaines (35 lits par km²). Le Calvados se démarque avec 75 lits par km² quand l'Orne n'en compte que 15. La densité d'accueil de la Manche dépasse aussi la moyenne régionale, avec 42 lits par km².

La fréquentation touristique génère 37 000 emplois en 2013. Cela représente

3,1 % de l'emploi régional contre 3,9 % en métropole. Cette proportion d'emplois touristiques place néanmoins la Normandie au 8^e rang des 13 régions. Le Calvados est le département où cette proportion est la plus élevée : 5,4 % et plus de 6 % sur son littoral (*illustration 3*). Elle dépasse aussi 6 % sur le littoral manchois, dans les bassins de vie d'Agon-Coutainville, Barneville-Carteret, Granville et Saint-Vaast-la-Hougue. En Seine-Maritime, c'est aussi sur le littoral que le poids de l'emploi touristique est le plus élevé, dans les bassins de Criquepot-L'Esneval et de Saint-Valéry-en-Caux. L'Orne est un département moins touristique mais le bassin de vie de Bagnoles-de-l'Orne se démarque avec une part d'emplois touristiques de 14 %, due à l'activité thermale.

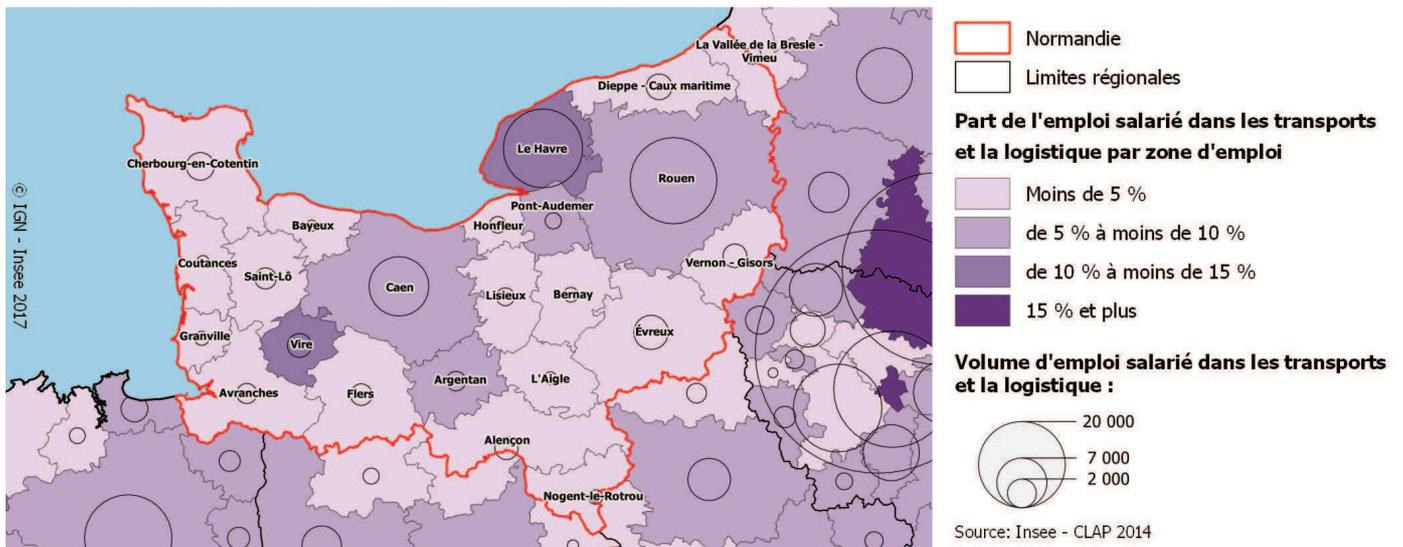
Chiffres clés

	Valeur ajoutée de la branche transports et entreposage 2014		Salariés des transports et de l'entreposage		Capacité d'accueil touristique		Emploi	
	Montant (millions d'€)	Part dans la valeur ajoutée totale régionale (en%)	Nombre	Part dans l'emploi salarié régional (en %)	Nombre de lits touristiques	Densité touristique (lits/km ²)	Nombre d'emplois touristiques	Part liée au tourisme local dans l'emploi total (en %)
Calvados	nd	nd	12 889	5,6	414 053	74,6	14 445	5,4
Eure	nd	nd	8 705	5,5	106 851	17,7	3 966	2,1
Manche	nd	nd	5 327	3,6	249 531	42,0	5 934	3,5
Orne	nd	nd	4 077	4,7	90 501	14,8	2 317	2,3
Seine-Maritime	nd	nd	35 972	8,2	132 506	21,1	10 558	2,2
Normandie	3 948	4,9	66 970	6,3	993 442	33,2	37 220	3,1
Auvergne-Rhône-Alpes	9 383	4,3	159 076	5,8	2 777 286	39,8	137 641	4,4
Bourgogne-Franche-Comté	2 824	4,3	50 401	5,7	676 745	14,2	29 690	2,9
Bretagne	2 673	3,3	56 980	5,5	1 462 138	53,7	45 873	3,8
Centre-Val de Loire	2 852	4,6	49 747	6,2	488 466	12,5	24 098	2,6
Corse	279	3,6	6 560	6,5	516 420	59,5	12 107	10,5
Grand-Est	5 338	4,0	99 969	5,7	566 801	9,9	58 535	3,0
Hauts-de-France	6 114	4,4	112 329	6,0	683 304	21,5	49 988	2,4
Île-de-France	29 877	5,1	363 569	6,7	976 591	81,3	254 196	4,1
Nouvelle-Aquitaine	5 939	4,2	102 415	5,5	2 543 664	30,3	86 044	4,0
Occitanie	5 079	3,7	91 588	5,2	3 182 415	43,8	90 625	4,4
Pays de la Loire	3 870	4,1	67 413	5,4	1 267 803	39,5	43 714	3,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 604	5,6	103 524	6,3	2 890 350	92,1	118 184	6,2
France métropolitaine	85 781	4,6	1 330 541	6,0	19 025 425	35,0	987 915	3,9
Rang de la région Normandie	8	3	9	4	7	8	10	8

Source : Insee, comptes régionaux 2014, Connaissance locale de l'appareil productif 2014, Recensement de la population 2013 exploitation principale - Pôle de compétence tourisme données 2016, Dads 2013 fichier postes au lieu de travail ; ACOSS 2013.

1 Les transports et la logistique : plus de 10 % des emplois dans les zones d'emploi du Havre et de Vire

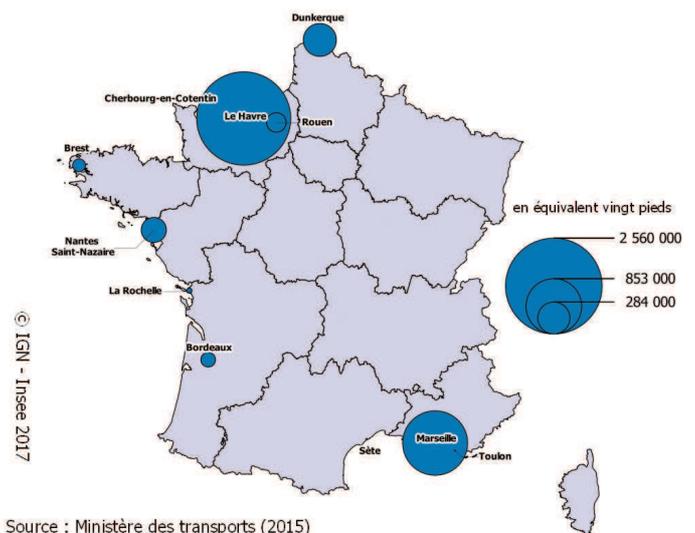
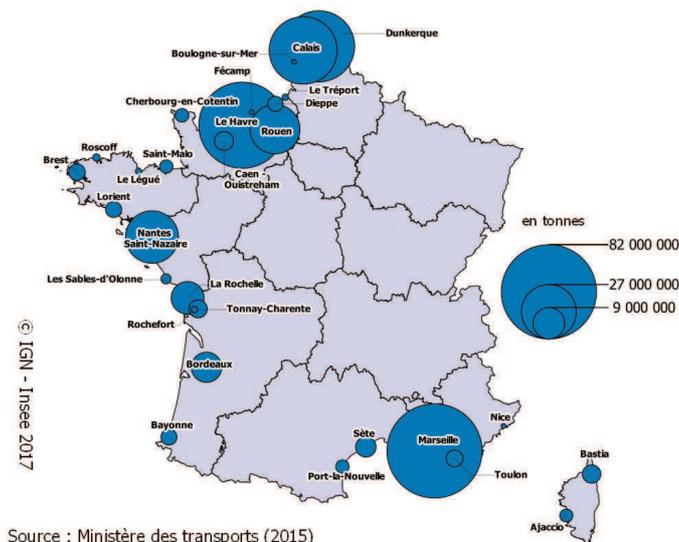
Volume et part de l'emploi salarié dans les transports et la logistique par zone d'emploi en 2014



2 Les Grands Ports Maritimes du Havre et de Rouen parmi les principaux ports français

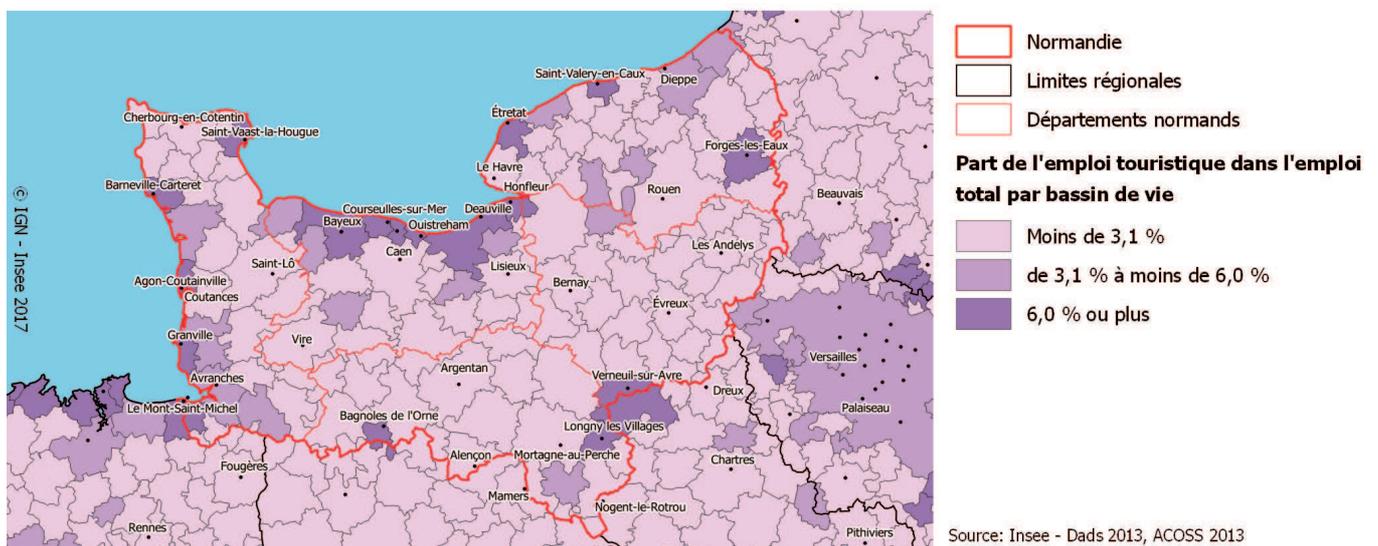
Trafic total de marchandises des ports de France métropolitaine en 2015

Trafic de marchandises en conteneurs des ports de France métropolitaine en 2015



3 L'emploi touristique, plus développé dans certains bassins littoraux

Part de l'emploi touristique dans l'emploi total par bassin de vie en 2013



Économie agricole

L'agriculture marque fortement le paysage normand : 81 % du territoire est voué à l'agriculture contre 60 % en France métropolitaine. Seuls les Pays de la Loire ont une part plus importante de territoires agricoles.

L'emploi agricole représente ainsi 3,2 % de l'emploi normand contre 2,4 % en France métropolitaine, ce qui positionne la Normandie au 7^e rang des régions métropolitaines. Elle occupe le même rang pour la part de l'agriculture dans la valeur ajoutée.

Une agriculture plus présente à l'ouest de la région

Les activités liées à l'agriculture sont particulièrement présentes dans l'ouest de la région, où l'emploi agricole et les industries agroalimentaires concentrent jusqu'à 18 % de l'emploi dans les zones d'emploi de Bayeux et de Coutances (*illustration 1*).

En Normandie, comme au niveau national, les exploitations agricoles sont de moins en moins

nombreuses et leur taille moyenne augmente. En 2010, les 35 374 exploitations normandes avaient une taille moyenne de 56 hectares, tandis que les 31 365 exploitations existantes en 2013 ont une superficie moyenne de 64 hectares. Le département de l'Eure compte le moins d'exploitations, mais elles sont plus grandes. À l'inverse, celui de la Manche en possède deux fois plus, d'une taille moyenne inférieure de moitié.

L'agriculture normande fortement tournée vers l'élevage bovin

Depuis le 19^e siècle, l'élevage bovin occupe une place importante en Normandie. La région est ainsi la 2^e de France métropolitaine pour la part des exploitations consacrées à l'élevage de bovins laitiers, la 5^e pour l'élevage de bovins pour la viande. L'agriculture normande dégage le tiers de sa richesse de la filière viande.

Les terres consacrées à l'élevage bovin sont surtout situées dans l'ouest de la Normandie, exceptée la plaine de Caen, et dans le

Pays de Bray à l'est de la Seine-Maritime (*illustration 2*). Les grandes cultures, la polyculture et le polyélevage sont plus présents dans l'Eure, la Seine-Maritime et la Plaine de Caen. L'est de l'Eure s'insère dans les zones de grandes cultures du bassin parisien. La Normandie concentre 62 % des surfaces nationales cultivées en lin en 2015.

L'agriculture normande est valorisée par différentes Appellations d'Origine Contrôlée (AOC). La production de lait permet la fabrication du Camembert, du Livarot, du Neufchâtel ou du Pont-l'Évêque mais aussi du beurre et de la crème d'Isigny (*illustration 3*). Enfin, les différents types de cidres et de calvados, les élevages de vaches Maine-Anjou autour d'Alençon, et de moutons élevés dans les marais salés à l'ouest de la région sont également valorisés par des AOC (*illustration 3*).

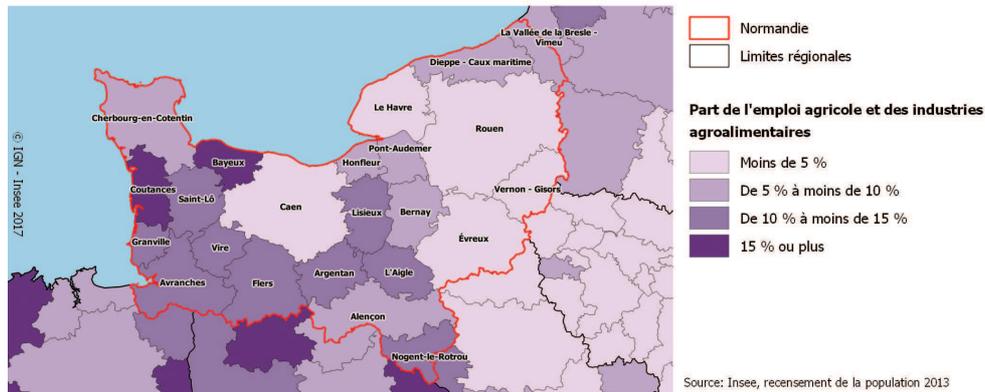
Chiffres clés

	Nombre d'exploitations 2010	Surface agricole utile moyenne des exploitations 2010 (en hectares)	Répartition des exploitation par orientation technico-économique 2010 (en %)						
			Grandes cultures	Bovins lait	Bovins viande	Ovins, caprins et autres herbivores	Polyculture, polyélevage	Viticulture	Autres*
Calvados	6 633	57,4	20,7	20,1	18,6	19,5	9,6	-	11,5
Eure	5 018	75,1	46,5	5,6	9,7	15,6	15,0	-	7,6
Manche	11 328	37,7	8,6	30,1	18,4	23,4	5,4	-	14,1
Orne	5 924	67,1	14,8	20,9	19,7	17,3	13,2	-	14,1
Seine-Maritime	6 471	61,4	24,1	14,9	11,2	17,2	20,8	-	11,8
Normandie	35 374	56,0	20,1	20,5	16,1	19,4	11,7	-	12,2
Auvergne-Rhône-Alpes	62 694	46,1	15,4	15,7	18,7	13,8	11,9	8,5	16,0
Bourgogne-Franche-Comté	30 068	80,6	20,1	13,6	19,4	12,0	12,3	14,9	7,7
Bretagne	34 447	47,6	15,9	29,6	7,5	6,6	10,5	0,0	29,9
Centre-Val de Loire	25 081	92,2	55,5	2,5	6,6	7,8	13,3	7,2	7,1
Corse	2 810	59,7	4,4	0,0	24,1	24,0	10,0	8,1	29,4
Grand-Est	49 251	61,1	28,8	6,5	4,4	6,1	13,7	32,8	7,7
Hauts-de-France	27 312	78,5	50,3	11,5	3,8	5,4	17,5	2,9	8,6
Île-de-France	5 026	113,2	77,2	0,7	0,5	4,6	7,6	0,2	9,2
Nouvelle-Aquitaine	83 138	47,4	24,5	3,6	15,7	13,2	15,0	15,6	12,4
Occitanie	78 329	40,6	21,4	3,5	12,1	13,3	11,2	25,3	13,2
Pays de la Loire	34 344	61,2	13,9	17,5	16,2	11,1	11,1	4,9	25,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22 103	27,6	12,6	0,8	1,7	10,5	8,8	30,1	35,5
France métropolitaine	489 977	55,0	24,2	10,3	12,1	11,5	12,5	14,3	15,1
Rang de la région Normandie	5	8	7	2	5	2	7	so	8

* Maraîchage et horticulture, cultures fruitières et autres cultures permanentes, bovins mixte, élevages hors sol.
Source : Insee, comptes régionaux 2014; Agreste, Recensement agricole 2010.

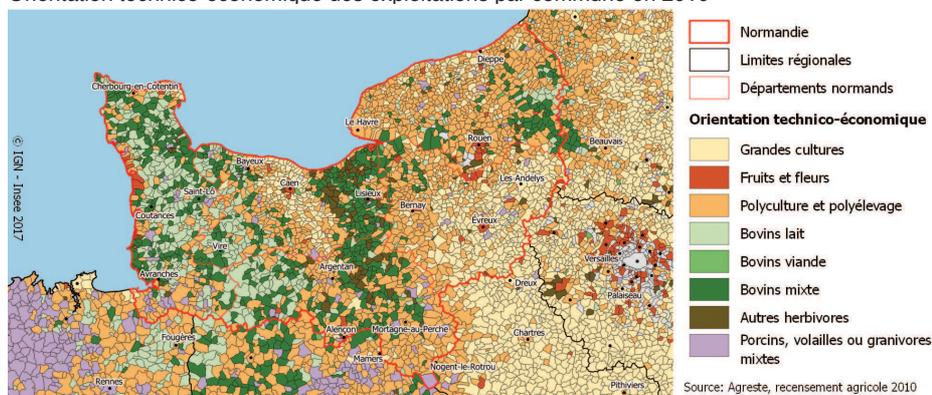
1 Les activités liées à l'agriculture : plus de 15 % des emplois dans les zones d'emploi de Bayeux et de Coutances

Part de l'emploi agricole et des industries agroalimentaires dans l'emploi total par zone d'emploi en 2013



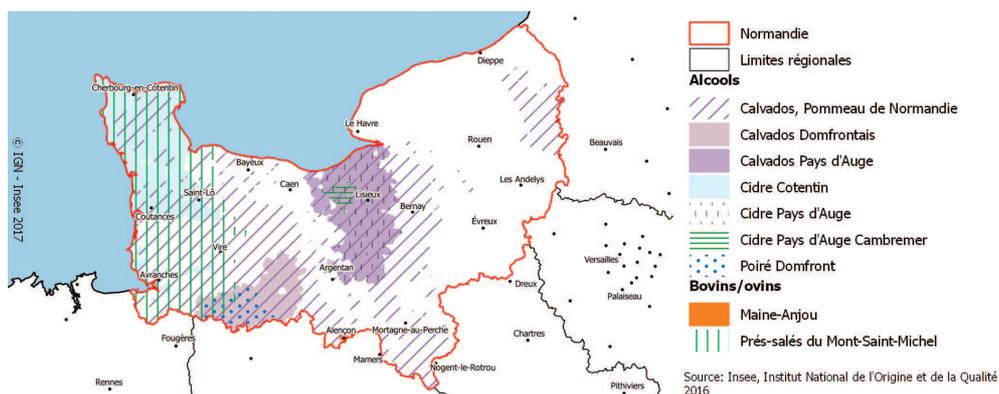
2 Grandes cultures en Seine-Maritime, dans l'Eure et dans la plaine de Caen, prairies ailleurs

Orientation technico-économique des exploitations par commune en 2010

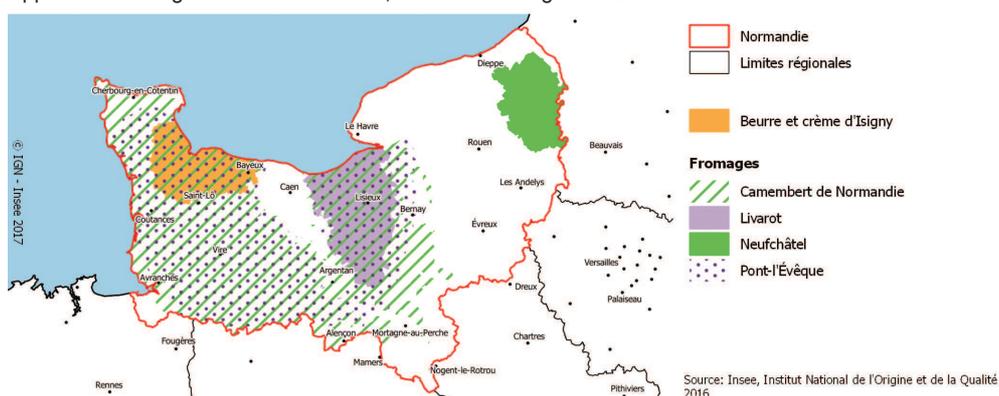


3 Les signes officiels de qualité, présents dans de nombreux terroirs

Appellations d'origine contrôlées alcools et viande en 2016



Appellations d'origine contrôlées beurre, crème et fromages en 2016



Approche fonctionnelle de l'emploi

L'analyse fonctionnelle de l'emploi est basée sur les fonctions occupées par les actifs, résultant de la profession qu'ils occupent (*définitions*). Cette approche est transversale aux secteurs et partitionne l'économie en 15 fonctions.

La fabrication et le bâtiment et travaux publics plus présents en Normandie

En Normandie, les fonctions de production concrète (agriculture, BTP et fabrication) représentent 21,9 % de l'emploi, ce qui classe la région au 3^e rang. L'importance de l'industrie et de la construction dans la région explique la prépondérance de ces fonctions. La région se classe 3^e pour la part de la fabrication dans l'emploi (11,3 %), 4^e pour celle du BTP.

Les fonctions de production concrète sont plus présentes dans l'Orne et dans la Manche (*illustration 1*), où la part de l'agriculture est deux fois plus importante que dans les autres départements. Le BTP est également plus présent dans la Manche.

L'administration publique et la santé humaine en retrait

Les fonctions dites présentielle (distribution, services de proximité, éducation et formation, santé et action sociale) sont moins implantées en Normandie (*illustration 2*).

La région se classe ainsi 11^e pour la part de l'administration publique dans l'emploi (8,1 % de l'emploi) et 9^e pour la santé humaine et l'action sociale (9,3 % de l'emploi). Le taux d'administration en Normandie (81 agents pour 1 000 habitants) est plus faible qu'en province, car la fonction publique d'État y est moins présente qu'en moyenne dans les autres régions. Le département de l'Eure est le plus « sous-administré » de la région.

Dans le Calvados, la distribution (vente aux particuliers) et les services de proximité, stimulés par le tourisme, sont plus présents.

Des fonctions métropolitaines peu présentes dans la région, et concentrées à Rouen et à Caen

La conception-recherche, les prestations intellectuelles, le commerce inter-entreprises,

la gestion, la culture et les loisirs sont des fonctions plus présentes dans les métropoles (*illustration 3*). Ces fonctions métropolitaines représentent 20,1 % de l'emploi normand, proportion qui positionne la région au 11^e rang devant la Corse et la Bourgogne-Franche-Comté.

La Normandie est notamment la 11^e région pour la part de la conception-recherche, avec une recherche en retrait dans le public comme dans le privé. Les dépenses de recherche et développement correspondent à 1,3 % de son produit intérieur brut en 2013, loin de la cible européenne pour 2020 (3 %).

La région se situe également en retrait pour la part du commerce inter-entreprises (12^e région), des prestations intellectuelles (11^e région), de la culture et des loisirs (10^e région).

Ces fonctions sont plus présentes dans les zones d'emploi de Rouen et de Caen, notamment grâce à la plus forte présence des fonctions de gestion (gestion d'entreprises, banques, assurances) et de commerce inter-entreprises dans ces deux zones d'emploi.

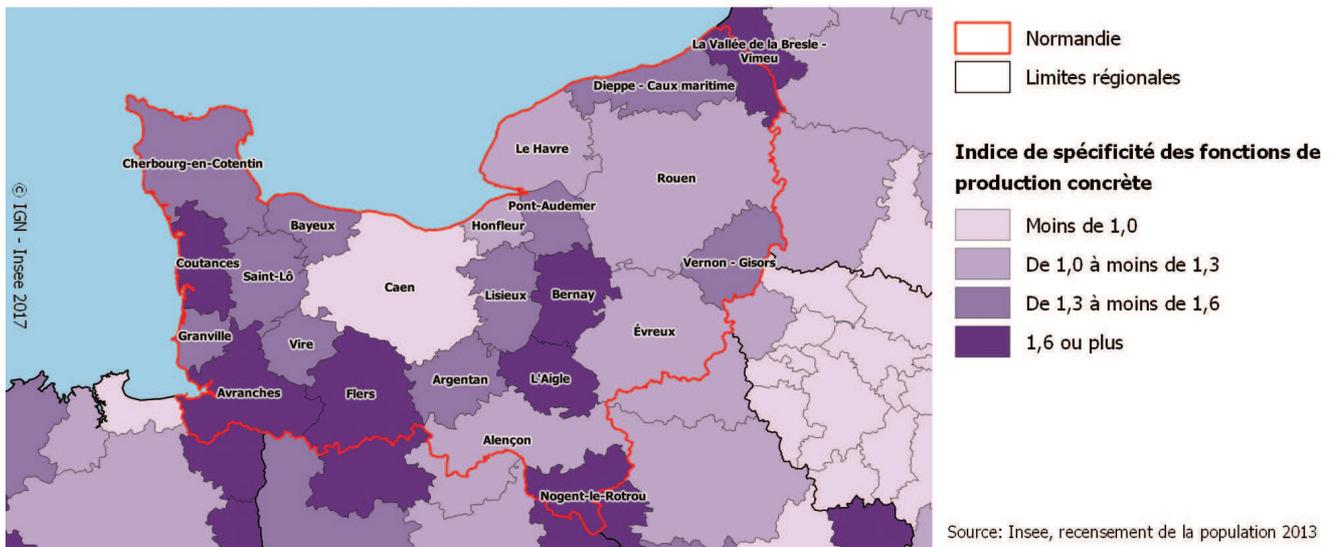
Chiffres clés

	Emploi total (en milliers)	Répartition de l'emploi total par groupe de fonctions en 2013 (en %)			
		Fonctions de production concrète	Fonctions présentielles	Fonctions métropolitaines	Fonctions transversales
Calvados	277,0	19,1	44,0	21,1	15,8
Eure	201,8	24,2	38,7	19,1	18,0
Manche	195,6	26,5	40,7	17,6	15,2
Orne	110,7	27,4	38,8	16,8	17,0
Seine-Maritime	504,4	19,5	40,6	21,6	18,3
Normandie	1 289,5	21,9	40,9	20,1	17,1
Auvergne-Rhône-Alpes	3 167,8	19,3	39,8	25,6	15,3
Bourgogne-Franche-Comté	1 094,5	22,8	41,1	19,5	16,6
Bretagne	1 300,3	21,3	41,5	21,3	15,9
Centre-Val de Loire	989,8	21,2	39,9	21,7	17,2
Corse	126,2	18,1	49,6	18,0	14,3
Grand-Est	2 108,5	20,5	41,9	21,1	16,5
Hauts-de-France	2 135,3	19,2	42,4	20,9	17,5
Île-de-France	5 685,6	10,0	38,2	38,8	13,0
Nouvelle-Aquitaine	2 316,3	20,9	42,8	21,2	15,1
Occitanie	2 167,0	18,3	43,9	23,7	14,1
Pays de la Loire	1 506,8	22,8	37,9	23,3	16,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 889,1	14,3	45,9	24,8	15,0
France métropolitaine	25 776,7	17,7	41,0	26,1	15,2
Rang de la région Normandie	10	3	9	11	3

Source : Insee, Recensement de la population 2013 exploitation complémentaire.

1 Les fonctions de production concrète, plus présentes autour des villes moyennes

Indice de spécificité des fonctions de production concrète par zone d'emploi en 2013



2 Une économie plus basée sur les fonctions présentes dans le Calvados et autour d'Alençon

Indice de spécificité des fonctions présentes par zone d'emploi en 2013



3 Les fonctions métropolitaines, peu implantées en Normandie

Indice de spécificité des fonctions métropolitaines par zone d'emploi en 2013

